



## King's Research Portal

### *Document Version*

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication record in King's Research Portal](#)

### *Citation for published version (APA):*

Bethencourt, F. (2007). 'Cultures organisationnelles des empires europeens'. In *Francisco Bethencourt and Luiz Felipe de Alencastro (eds.), L'empire portugais face aux autres empires* (pp. 289-313). Maisonneuve et Larose.

### **Citing this paper**

Please note that where the full-text provided on King's Research Portal is the Author Accepted Manuscript or Post-Print version this may differ from the final Published version. If citing, it is advised that you check and use the publisher's definitive version for pagination, volume/issue, and date of publication details. And where the final published version is provided on the Research Portal, if citing you are again advised to check the publisher's website for any subsequent corrections.

### **General rights**

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the Research Portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognize and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the Research Portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the Research Portal

### **Take down policy**

If you believe that this document breaches copyright please contact [librarypure@kcl.ac.uk](mailto:librarypure@kcl.ac.uk) providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

## CULTURES ORGANISATIONNELLES DES EMPIRES EUROPÉENS\*

*Francisco Bethencourt*

L'effacement des différences entre les pratiques d'expansion des empires européens me semble être, du point de vue idéologique, une position biaisée qui nous empêche de comprendre, dans la longue durée, l'empreinte de cette expansion dans d'autres continents et les effets inégaux du retour de l'expérience<sup>1</sup>. Il est vrai qu'aucun des deux modèles proposés par Neil Steensgaard<sup>2</sup> – l'impérialisme « médiéval » ibérique, dont le contrôle

\* Rewriting de Claude Maffre.

<sup>1</sup> L'article de Sanjay Subrahmanyam et Luís Filipe Thomaz, « Evolution of the Empire: the Portuguese in the Indian Ocean during the Sixteenth Century », in James D. Tracy (éd.), *The Political Economy of Merchant Empires. State Power and World Trade, 1350-1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 298-331, est bâti dans cette perspective d'effacement des différences entre les empires européens, quoique la conclusion suggère l'« asiatisation » des Portugais vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Neil Steensgaard, *The Asian Trade Revolution of the Seventeenth Century*, Chicago, Chicago University Press, 1974 ; *idem*, « The Companies as a Specific Institution in the History of European Expansion », in Léonard Blussé et Femme S. Gaastra (éd.), *Companies and Trade: Essays on Overseas Trading Companies during the Ancien Regime*, Leyde, Leiden University Press, 1981.

royal assurait la redistribution des profits obtenus par la conquête territoriale ou le monopole du commerce maritime, en opposition avec l'impérialisme « moderne » des grandes entreprises privées néerlandaises et anglaises, dont la logique d'optimisation des profits révélait déjà l'esprit capitaliste – n'est acceptable. En effet, non seulement l'expansion ibérique, dès le début, utilisa des techniques capitalistes, ne négligeant pas l'optimisation des profits, mais de plus les entreprises nordiques reproduisirent nombre de méthodes ibériques, telles que la course, l'imposition de monopoles commerciaux, la politique de conquête militaire, le maintien de territoires ou de comptoirs déficitaires. Ce serait cependant une erreur d'abandonner toute comparaison, puisque le cadre de fonctionnement des différents empires – politique, économique, social et culturel – a façonné les échanges à plusieurs niveaux et a laissé des marques encore aujourd'hui visibles, soit en Europe, soit sur les autres continents. La culture organisationnelle peut être l'angle idéal d'approche de cette comparaison entre les différents empires européens. Nous nous proposons de l'étudier brièvement à partir de trois aspects : la religion, l'organisation des navires et la vénalité des offices.

## I

Claudius Buchanan, pasteur anglican, se rendit à Goa en 1808. Il séjourna au couvent des augustins. Il visita tous les monuments de la ville et discuta avec les religieux portugais de la doctrine, de la foi et des pratiques de l'Église catholique dans la région. Il engagea avec les inquisiteurs de Goa, notamment le deuxième juge de la hiérarchie du tribunal, de longues conversations sur la persécution des « hérétiques ». Il confronta même l'inquisiteur avec le livre de Charles Dellon, ancien détenu de l'Inquisition de Goa, qui avait réussi à retourner en Europe et à publier à Paris en 1688 la *Relation de l'Inquisition de Goa*<sup>3</sup>, première grande dénonciation, dans le contexte catholique, de l'Inquisition ibérique,

<sup>3</sup> Charles Dellon, *Relation de l'Inquisition de Goa*, Paris, Daniel Horthemals, 1688.

dénonciation qui devait être reprise par les encyclopédistes. Le pasteur Buchanan demanda à visiter le palais de l'Inquisition. Son interlocuteur lui montra la salle des audiences, mais pas les cachots.

La désinvolture de Claudius Buchanan et l'exploit d'avoir été le premier et, à ma connaissance, le seul pasteur protestant à être admis en tant que visiteur dans un tribunal de l'Inquisition, s'explique par la situation exceptionnelle de la capitale de l'*Estado da Índia* : Goa était placée depuis 1799 sous la protection des troupes anglaises, en raison de la menace d'occupation par l'armée française. L'alliance entre le Portugal et l'Angleterre permit d'épargner les colonies portugaises, mais elle ouvrit la porte à l'intervention explicite et directe de l'Angleterre dans la façon d'administrer l'empire. À la suite de son séjour, le pasteur Buchanan envoya un long rapport au gouvernement de Londres dans lequel il dénonçait les pratiques du tribunal de l'Inquisition de Goa et interprétait la suppression des *autos da fé* comme un moyen de rendre le tribunal plus discret et de dissimuler ainsi son activité. Il y exprimait son indignation devant l'indifférence de son gouvernement vis-à-vis des pratiques de persécution religieuse dans les colonies d'un pays allié dépendant de la protection des troupes anglaises. Il considérait comme un devoir moral d'exiger de ces alliés et protégés l'abolition d'un tel tribunal au nom des principes chrétiens et du progrès de l'humanité. Son texte, un manifeste écrit de façon admirable, fut publié à plusieurs reprises en Angleterre, notamment en annexe à l'édition de 1813 du livre de Samuel Chandler, *The History of Persecution*<sup>4</sup>.

La dénonciation de Claudius Buchanan surgit dans un contexte de développement des droits de l'homme, d'enracinement d'une nouvelle vision du monde, de diffusion d'un nouveau système de valeurs. Le combat pour la liberté de conscience religieuse était lié au combat fondamental pour l'abolition de l'esclavage auquel le gouvernement portugais de l'époque eut à faire face, puisque les premières mesures de Pombal étaient restées sans suite. On peut évaluer l'efficacité de la visite de Buchanan au

<sup>4</sup> Samuel Chandler, *The History of Persecution, from the Patriarchal Age, to the Reign of George II. A New Edition, to Which are Added the Rev. Dr. Buchanan's Notices of the Present State of the Inquisition of Goa*, Hull, Charles Atmore, 1813.

tribunal de l'Inquisition de Goa et la vigueur du rapport issu de son expérience personnelle à la lecture du traité signé entre le Portugal et l'Angleterre en 1810, où il est clairement défini, à l'article ix, que le roi portugais et ses héritiers n'établiront jamais un tribunal de l'Inquisition dans leurs territoires d'Amérique. Le même texte établit que le privilège d'exemption de la juridiction inquisitoriale pour les sujets anglais, reconnu à l'article xiv du traité de 1654 entre le Portugal et l'Angleterre, n'a plus de raison d'être. Et le traité de 1810 va plus loin, car il définit qu'en cas d'abolition de l'Inquisition au Portugal et dans les autres domaines du roi portugais (c'est-à-dire les colonies d'Asie) l'article du traité de 1654 mentionné sera abrogé<sup>5</sup>. Cette insistante référence à une prochaine abolition des tribunaux de l'Inquisition est reprise, curieusement, dans l'article secret n° II du traité de 1815 entre les deux royaumes sur l'abolition du trafic d'esclaves au nord de l'équateur<sup>6</sup>. Mais le tribunal de l'Inquisition de Goa avait déjà été aboli en 1812, à la suite, sans doute, des pressions du gouvernement britannique. Il faut dire que, contrairement aux tribunaux qui siégeaient au Portugal, celui de Goa était resté très actif et continuait d'instruire des procès à un rythme impressionnant (plus de trente par an)<sup>7</sup>.

Les efforts de l'Inquisition pour justifier son activité ne rendaient pas moins cette dernière discutable : les conflits entre le tribunal de la foi et le gouverneur de l'État se sont multipliés à partir de l'administration du comte de Linhares, dom Miguel de Noronha, entre 1629 et 1635, pour atteindre une violence extrême un siècle plus tard, sous le gouvernement

<sup>5</sup> José Ferreira Borges de Castro (éd.), *Colecção dos tratados, convenções, contratos e actos públicos celebrados entre a Coroa de Portugal e as mais potências, desde 1640 até ao presente*, t. iv, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1857, p. 406. Le traité entre le Portugal et l'Angleterre de 1654 a été reproduit dans le même recueil de sources, t. i, p. 173-175.

<sup>6</sup> *Idem*, *ibidem*, t. v, p. 26-28. Sur le traité de 1815, voir João Pedro Marques, *Os sons do silêncio: O Portugal de Oitocentos e a abolição do tráfico de escravos*, Lisbonne, ICS, 1999, p. 103-107.

<sup>7</sup> António Baião, *A Inquisição em Goa. Tentativa de história da sua origem, estabelecimento, evolução e extinção*, vol. I, Lisbonne, Academia das Ciências, 1949, p. 415-416 ; Francisco Bethencourt, *L'Inquisition à l'époque moderne. Espagne, Portugal, Italie, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1995, p. 341, 349, 424-427, 435-436 ; Biblioteca Nacional de Portugal, *Colecção Moreira*, códice 866.

de Saldanha da Gama, entre 1725 et 1732<sup>8</sup>. Nous sommes devant deux conjonctures décisives : la première caractérise l'affaiblissement de l'*Estado da Índia* devant l'offensive de la Compagnie hollandaise des Indes orientales (VOC) et la rébellion du royaume de Candie dans l'île de Ceylan, affaiblissement aggravé par la nouvelle vague de persécution des nouveaux-chrétiens d'origine juive par l'Inquisition de Goa<sup>9</sup>. D'une certaine façon, l'action inquisitoriale a précipité le tournant structurel du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, qui marque le déclin irréversible de l'empire portugais en Orient. La seconde conjoncture, un siècle plus tard, représente le recul de l'empire face à l'offensive de la Confédération des Mahrates, qui finira par conquérir la province du Nord et la plupart du territoire autour de Goa entre 1736 et 1740. Saldanha da Gama dénonce au roi l'effet de l'action inquisitoriale : la ruine de l'État consécutive au dépeuplement des territoires portugais et au détournement des capitaux par les « païens et musulmans qui ont l'horreur de l'Inquisition » et qui trouvent refuge dans les territoires anglais et français<sup>10</sup>. Il faut dire que la liberté de conscience des Hindous n'a été explicitement reconnue par les Portugais que dans les années 1760 et 1770, sous le gouvernement de Pombal, après la campagne de conquête des territoires autour de Goa<sup>11</sup>. Le tribunal de l'Inquisition, qui maintenait son rythme soutenu de persécutions malgré les dénonciations des vice-rois, a été aboli par Pombal en 1774, mais il a été rétabli quatre ans plus tard, après la mort du roi Joseph I<sup>er</sup>, et fonctionnera encore pendant trente-quatre ans<sup>12</sup>.

<sup>8</sup> J. H. da Cunha Rivara (éd.), *Arquivo Português Oriental*, fasc. 6, suppl. 2, Nova Goa, Imprensa Nacional, 1876, p. 288, 292, 324-326.

<sup>9</sup> L'interruption de la persécution des nouveaux-chrétiens depuis les années 1580 jusqu'aux années 1620, faisant suite à la pression des autorités civiles, militaires et religieuses, contraste avec les deux vagues de répression massive en 1632-1636 et 1644-1649, identifiées par James C. Boyajian, *Portuguese Trade in Asia under the Habsburgs, 1580-1640*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1993, p. 179-184.

<sup>10</sup> J. H. da Cunha Rivara, *op. cit.*, 1876, fasc. 6, suppl. 2, p. 324-326.

<sup>11</sup> Maria de Jesus dos Mártires Lopes, *Goa Setecentista. Tradição e Modernidade (1750-1800)*, Lisbonne, Universidade Católica Portuguesa, 1996, p. 80 et 143.

<sup>12</sup> António Baião, *op. cit.*, 1949, p. 369-416.

Il semble, en effet, que nous soyons en présence d'un conflit séculier opposant la raison politique et la raison religieuse. Cette dernière, dans le cas de l'empire portugais, et jusqu'à l'intervention anglaise au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'emporta systématiquement. La différence entre la politique religieuse portugaise et la politique religieuse anglaise est frappante : la liberté de conscience reconnue aux populations indigènes par les Anglais (et par les Néerlandais)<sup>13</sup> contraste avec le prosélytisme catholique développé par les Portugais dès le début de l'expansion, prosélytisme qui s'est affirmé comme un trait spécifique de la constitution impériale des royaumes ibériques. Les conséquences économiques, culturelles et politiques de ce prosélytisme sont bien connues : difficulté à maintenir des relations stables avec les marchands et les banquiers indigènes dont dépendait l'empire portugais en Orient ; fragilité des relations politiques avec les États asiatiques qui voyaient l'avantage des rapports strictement commerciaux avec les autres puissances européennes ; réaction des États africains et asiatiques les plus en butte au prosélytisme catholique, comme l'Éthiopie, qui expulsa les Portugais en 1634, et le Japon, qui prit la même décision en 1639. Mais, si nous devons reconnaître que le prosélytisme religieux était un trait caractéristique de l'empire portugais, il faut ajouter qu'il ne s'agissait pas que d'un simple conflit entre raison religieuse et raison politique. Nous avons plutôt affaire, en effet, à l'intérêt politique

<sup>13</sup> Boyd Stanley Schlenker, « Religious Faith and Commercial Empire », in *The Oxford History of the British Empire*, vol. II ; P. J. Marshall (éd.), *The Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 127-150 (bien que l'analyse se limite aux colonies américaines, l'auteur insiste sur l'idée que l'empire britannique était plutôt défini par la place du marché que par celle de l'église : « if the choice was between ecclesiastical purity and extended commercial success, the latter held sway »). La liberté de conscience existant dans les établissements anglais en Inde (et ensuite dans l'empire) est une évidence qui justifie la quasi-absence d'études sur le sujet. Les nuances introduites dans le cadre de l'Inde par C. A. Bayly, *Imperial Meridian. The British Empire and the World, 1780-1830*, Harlow, Longman, 1989, p. 136-147, concernent surtout les populations christianisées et l'impact de l'évangélisation des populations indigènes à une période tardive. Jonathan Israel, *The Dutch Republic. Its Rise, Greatness, and Fall, 1477-1806*, Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 951-956, introduit aussi une vision nuancée du prosélytisme religieux calviniste dans l'empire néerlandais, concernant surtout les communautés converties au catholicisme.

des institutions religieuses qui soutenaient auprès du pape le patronat royal portugais<sup>14</sup> et qui bénéficiaient d'une situation de monopole dans les territoires portugais ou dans d'autres territoires considérés comme dépendants de la sphère d'influence portugaise du point de vue du prosélytisme religieux.

Il suffit de lire les rapports de la congrégation romaine *Propaganda Fide*, créée en 1622, dont les activités en Orient contrariaient clairement les intérêts politiques portugais, pour rejeter la naïveté dont certains historiens font preuve, encore aujourd'hui, à propos de la prédominance religieuse dans l'expansion portugaise<sup>15</sup>. Dans la *Relazione delle Quattro Parti del Mondo*, Francesco Ingoli, premier secrétaire de la *Propaganda Fide* entre 1622 et 1649, fait une critique dévastatrice de l'action des religieux portugais en Orient, qui, d'après lui, empêchent la présence de missionnaires envoyés par la *Propaganda Fide*, pas seulement dans l'*Estado da Índia*, mais aussi dans des contrées lointaines de territoires contrôlés par les Portugais<sup>16</sup>. Il dénonce l'absence des évêques dans leurs diocèses, la décadence des structures paroissiales, le déclin des ordres religieux, bref, l'inaptitude des structures ecclésiastiques portugaises à diffuser l'Évangile. Il dénonce également le refus d'ordination de religieux d'origine indienne par les supérieurs portugais des ordres religieux – car cela pouvait signifier

<sup>14</sup> Le patronat royal portugais se traduisait par la reconnaissance par le pape depuis 1455 (élargie par d'autres diplômes, notamment en 1514) du privilège du roi portugais de présenter les évêques, d'installer des ordres religieux, de remplir les dignités et bénéfices ecclésiastiques outre-mer. Le roi recevait la dime directement et assurait le financement de toute la structure de l'Église dans l'empire.

<sup>15</sup> L'historiographie portugaise de l'époque de Salazar reproduisait le débat du patronat royal portugais contre la *Propaganda Fide* comme s'il s'agissait encore à l'époque d'une question nationale ; voir António da Silva Rego, *O Padroado Português no Oriente*, Lisbonne, Agência Geral das Colónias, 1940 (traduit en français en 1957), et *idem*, *Lições de missionologia*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, 1961. Ce qui est surprenant, c'est la reproduction des arguments nationalistes biaisés par les historiens actuels : João Paulo Oliveira Costa, « O fim da hegemonia do padroado português do Oriente no século XVIII », in *AAVV*, Vasco da Gama e a Índia, vol. 3, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 1999, p. 43-57.

<sup>16</sup> Francesco Ingoli, *Relazione delle Quattro Parti del Mondo*, édition de Fabio Tosi avec une introduction de Josef Merzler, Cité du Vatican, Urbaniana University Press, 1999.

la multiplication des couvents et des provinces, et l'élection de nouveaux provinciaux, et porter ainsi atteinte aux intérêts financiers des supérieurs portugais. L'objectif des religieux portugais, selon le secrétaire de la *Propaganda Fide*, est de contrôler les vicaires et les commissaires de façon à partager les profits provenant des structures locales. Les religieux portugais en Inde, toujours selon Francesco Ingoli, sont ainsi accusés de ne penser qu'à s'enrichir et à retourner en Europe pour faire carrière à la Cour ou au sein de l'Église. L'action des Portugais est aussi critiquée dans le contexte de l'Afrique. Si le conflit permanent d'intérêts entre le roi chrétien du Congo et le gouverneur portugais d'Angola est à peine évoqué par le secrétaire de la *Propaganda Fide*, celui-ci n'hésite pas à dénoncer l'absence de missions dans l'île de Madagascar, « puisque les Portugais y exercent peu le commerce et qu'il n'existe pas d'opportunité de profits, les religieux ne se sentent pas attirés <sup>17</sup> ».

Ces paroles du secrétaire de la *Propaganda Fide* pourraient être considérées par les historiens actuels qui recyclent les thèses de l'historiographie officielle du temps de Salazar comme une diatribe « marxiste » contre l'impérialisme portugais. Bien entendu, la vision de Francesco Ingoli est biaisée, car il est lui-même engagé dans le conflit d'intérêts entre la *Propaganda Fide* et le patronat royal portugais, entre les religieux d'autres nations qui voulaient prêcher l'Évangile en Asie et les religieux portugais (ou contrôlés par les Portugais) qui soutenaient le monopole royal et étaient protégés par lui. Le caractère vénal des religieux portugais est manifestement exagéré – il ne manque pas d'exemples de missionnaires exerçant leur profession dans des conditions politiques et économiques très difficiles, notamment en Arakan ou au Bengale –, il suffit pour s'en convaincre de lire le rapport du voyage de Sebastião Manrique publié à Rome en 1653 <sup>18</sup>. Il y a cependant une part de vérité dans la dénonciation de Francesco Ingoli : la propagation de la foi n'était pas la seule motivation

<sup>17</sup> *Idem, ibidem*, p. 225 (je traduis de l'italien).

<sup>18</sup> Sebastião Manrique, *Itinerário*, édition de Luís Silveira, 2 vol., Lisbonne, Agência Geral das Colónias, 1946.

des religieux portugais. Il est évident que si la diffusion de la foi avait été effectivement leur préoccupation exclusive, les religieux auraient été heureux de recevoir des confrères envoyés par la *Propaganda Fide*, étant donné l'énorme déficit de missionnaires et d'ecclésiastiques dans toute l'Asie portugaise. La vénalité, qui pouvait exister dans les couvents les plus rentables et qui pouvait expliquer en partie les préjugés racistes contre l'ordination d'indigènes, n'est pas, à mon avis, un élément suffisant pour justifier le système portugais. Il s'agit plutôt d'un intérêt politique, puisque, dans le cas de l'empire portugais et aussi dans le cas de l'empire espagnol, le patronat royal a créé une dynamique de « naturalisation » de l'Église et il a surtout impliqué les institutions religieuses dans l'organisation même de l'État.

C'est cette caractéristique spécifique des empires ibériques qui a échappé aux historiens du droit <sup>19</sup>, car il fallait étudier les pratiques d'une administration où les évêques et les inquisiteurs étaient engagés dans les conseils des vice-rois au même titre que les juges et les capitaines. En outre, la hiérarchie de l'Église placée sous patronat royal était appelée à exercer des fonctions politiques en cas d'absence des gouverneurs ou des capitaines, comme à Goa ou à Bahia. Mais l'intervention de l'Église s'exerçait surtout de façon diffuse et décentralisée puisque les religieux représentaient la Couronne dans des régions périphériques sans la présence de capitaines ou de militaires portugais, comme c'était le cas des dominicains à Timor aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. C'est justement cet aspect corporatif du système portugais, où se superposent constamment les intérêts conflictuels des différentes organisations impliquées, qui explique l'incapacité royale d'en réduire les anomalies. Un bon exemple de cette incapacité est celui du tribunal de l'Inquisition de Goa. L'abolition ne survient qu'au terme d'un

<sup>19</sup> C'est la critique que l'on peut faire aux représentations d'un État portugais d'Ancien Régime faible ou presque inexistant proposées par António Manuel Hespanha, « A constituição do império português. Revisão de alguns envios correntes », in João Fragoso, Maria Fernanda Bicalho et Maria de Fátima Gouveia (éd.), *O Antigo Regime nos trópicos. A dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2001, p. 163-188.

long processus, quand les dégâts politiques et financiers sont déjà irréversibles. L'apparente irrationalité du système correspond, en fin de compte, à sa nature profonde, basée sur l'équilibre précaire des corporations engagées, sur la compétition entre les différents pouvoirs, sur le maintien d'un niveau régulier de tensions capable de garantir l'exercice de la tutelle du roi à distance <sup>20</sup>.

Rien de semblable ne se passe chez les Anglais et les Néerlandais. Si les compagnies des Indes orientales étaient bien prêtes à envoyer des missionnaires protestants outre-mer, ceux-ci devaient se plier aux orientations des directeurs et ne pas prendre des initiatives pouvant nuire aux intérêts des compagnies. Il aurait été inimaginable, dans le cadre anglais ou néerlandais, de trouver des missionnaires jaloux de leur autonomie ou capables de développer un prosélytisme qui aurait augmenté les risques de conflits politiques ou de perte de marchés. Lorsque les Anglais ont occupé Bombay en 1665, ils ont tout de suite rétabli la liberté religieuse, suscitant la protestation des Portugais puisque dans le traité de 1661 entre le roi du Portugal et le roi d'Angleterre, où les conditions de cession de l'île étaient définies, le maintien des structures ecclésiastiques portugaises était prévu, un principe élargi ensuite par l'*auto de entrega* (acte de cession de Bombay) qui interdisait aux Anglais d'accepter des réfugiés venant des territoires portugais <sup>21</sup>. La protection accordée par les Anglais aux indigènes qui échappaient à la persécution inquisitoriale était un motif régulier de plaintes de la part des autorités portugaises, plaintes qui n'étaient jamais retenues, tellement la liberté religieuse des indigènes était essentielle pour la compagnie anglaise <sup>22</sup>.

<sup>20</sup> Cette ligne d'argumentation a été développée in Francisco Bethencourt et Kirti Chaudhuri (éd.), *História da Expansão Portuguesa*, 5 vol., Lisbonne, Círculo de Leitores, 1998-1999, surtout vol. 1, p. 339-411, vol. 2, p. 275-385, et vol. 3, p. 228-291. Voir aussi mon article « Empire fragmentaire et formes d'identité », in Ernestine Carreira et Idelette Muzart-Fonseca dos Santos (éd.), *Éclats d'Empire du Brésil à Macao*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, p. 19-35.

<sup>21</sup> José Ferreira Borges de Castro (éd.), *Colecção dos tratados, convenções, contratos e actos públicos celebrados entre a Coroa de Portugal e as mais potências, desde 1640 até ao presente*, t. 1, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1856, p. 234-258 et 304-318.

<sup>22</sup> Dans les sources portugaises nous lisons les plaintes constantes des autorités contre la liberté religieuse

Le mécontentement des religieux portugais, incapables de s'adapter à une situation de liberté religieuse, s'est prolongé dans le temps. Ils ont fini par être expulsés de Bombay en 1720 et remplacés par des ecclésiastiques envoyés par la congrégation *Propaganda Fide* <sup>23</sup>.

Le cas de João Ferreira de Almeida, un pasteur calviniste d'origine portugaise au service de la VOC, ayant exercé ses fonctions entre 1644 et 1691 à Malacca, Ceylan, sur la côte de Coromandel, au Malabar et à Java, est exemplaire. Les directeurs de la Compagnie ont visiblement refroidi ses élans de prosélytisme, y compris pour ce qui concerne la publication de ses écrits polémiques, et cela bien que la conversion des communautés catholiques fût un des objectifs poursuivis par la VOC. Les principaux livres de João Ferreira de Almeida, écrits en portugais, peuvent nous donner une idée de ses efforts pour la diffusion de la religion réformée et la traduction de la Bible : *Diferença da Christandade*, qui a suscité un texte de réponse du jésuite portugais João Batista Maldonado, fut imprimé à Batavia en 1668 (la date est contestée par les chercheurs, et il y eut d'autres éditions, à Amsterdam en 1673 et de nouveau à Batavia en 1684 et en 1728) ; *Duas epístolas e vinte propostas* fut publié à Batavia en 1672 (trois autres recueils de lettres adressées aux religieux catholiques en Asie furent imprimés à Batavia la même année) ; la première traduction portugaise du Nouveau Testament fut imprimée à Amsterdam en 1681, et à Batavia (version revue et posthume) en 1693 et en 1773 ; une partie de la traduction de l'Ancien Testament fut imprimée (posthume) à Tranquebar en 1719 et à Batavia en 1747 ; et la première traduction portugaise de l'ensemble de l'Ancien

autorisée par les Anglais dans le territoire de Bombay, qui attirait la population non convertie de Goa ainsi que la population convertie qui voulait retourner à ses origines religieuses. L'action de l'Inquisition dans le territoire a été toujours bloquée par les autorités anglaises : voir, par exemple, la lettre du roi du Portugal du 26 mars 1699 publiée par Júlio Firmino Júdice Biker (éd.), *Colecção de tratados e concertos de pazes que o Estado da Índia Portuguesa fez com os Reis e Senhores com quem teve relações nas partes da Ásia e Africa Oriental desde o princípio da conquista até ao fim do século XVIII*, t. III, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1883, p. 107-108.

<sup>23</sup> Frederick Charles Danvers, *The Portuguese in India, being a History of the Rise and Decline of their Eastern Empire [1894]*, réimpr. New Delhi, Asian Educational Services, 1988, vol. II, p. 386-387.

Testament à Batavia en 1748-1753<sup>24</sup>. Du reste, la prudence néerlandaise en matière religieuse a permis à la VOC de maintenir le seul entrepôt européen demeuré au Japon après l'expulsion des Portugais en 1639. C'est justement l'acceptation de la liberté religieuse indigène et le contrôle politique de l'action religieuse qui définissent le trait culturel le plus important de l'expansion anglaise et néerlandaise en Asie et qui permettent de la distinguer de l'expansion portugaise et espagnole.

Il faut encore signaler l'importance de l'engagement des empires ibériques dans la construction d'églises et de couvents, en plus du maintien de toute la structure ecclésiastique, c'est-à-dire les centaines (voire les milliers) de membres du clergé séculier et régulier, payés non seulement par la collecte de la dîme, prélevée outre-mer par la Couronne, mais aussi par d'autres sources de financement, notamment les revenus de la douane. Cette structure lourde suscite encore au début du XIX<sup>e</sup> siècle l'admiration des voyageurs, notamment de Claudius Buchanan, qui parle de la magnificence des églises à Goa, contrastant avec un tissu urbain qui se dégrade rapidement. Cet engagement de la couronne portugaise (et aussi de la couronne castillane) dans la création et le maintien des structures de l'Église catholique n'a pas d'équivalent dans les autres empires européens<sup>25</sup>. Dans les cas anglais et néerlandais, les compagnies avaient été établies dans le cadre d'un puissant marché financier avec des centaines d'actionnaires publics et privés, une notion moderne n'ayant rien à voir avec les notions précédentes de régulation du commerce entre partenaires ou par le biais du monopole de la Couronne. Même si les compagnies ont adopté certaines pratiques des Portugais en Asie – notamment la piraterie, le pillage ou l'imposition du monopole d'achat –, elles devaient cependant répondre de leurs agissements devant l'assemblée des actionnaires<sup>26</sup>. La

<sup>24</sup> Manuel Cadafaz de Matos, *Uma edição em Batávia em português no último quartel do século XVII*, Lisbonne, Edições Távola Redonda, 2002.

<sup>25</sup> Voir les chapitres de Caio Boschi in Francisco Bethencourt et Kirti Chaudhuri (éd.), *op. cit.*, 1998-1999, vol. 2, p. 388-455, et vol. 3, p. 294-395. Sur la monumentalité des églises, voir Pedro Dias, *História da Arte Portuguesa no Mundo (1415-1822)*, 2 vol., Lisbonne, Círculo de Leitores, 1998-1999.

<sup>26</sup> Charles R. Boxer, *The Dutch Seaborne Empire 1600-1800*, New York, Knopf, 1965 ; Holden

logique de l'empire portugais était totalement différente : elle était fondée sur la redistribution des revenus et la récompense des services rendus au roi, dans un système de dépendance où les nobles convoitaient les charges disponibles, où les marchands se disputaient les contrats possibles, où le clergé se partageait les diocèses, les couvents et les églises les plus rentables.

## II

Les témoignages de Francesco Carletti, François Pyrard de Laval et Jean Mocquet, voyageant au début du XVII<sup>e</sup> siècle, permettent d'aborder ici le problème essentiel du système d'organisation des navires. Carletti, marchand florentin qui a fait la circumnavigation du monde sans l'avoir prévu – en quête seulement d'opportunités pour réaliser des affaires – nous laisse une description accablante de l'une des premières batailles navales entre Néerlandais et Portugais dans l'Atlantique sud, devant l'île Sainte-Hélène, en 1602. Il se trouvait à bord du navire qui commandait la flotte de la *Carreira da Índia* de retour à Lisbonne. Il signale la surcharge du vaisseau, l'absence d'ordre et d'hygiène à bord, le manque d'officiers spécialisés, mais surtout de bombardiers et d'artisans (forgerons et charpentiers) pour faire face aux réparations. Déjà, cette escale sur l'île Sainte-Hélène, décidée par le capitaine, suivant les instructions du roi, avait suscité une certaine contestation, car les gens redoutaient les navires néerlandais qui pourraient s'y trouver pour se ravitailler. Lorsque les Portugais purent constater la présence effective des navires néerlandais, ce fut la confusion à bord, car les premiers tirs d'artillerie furent donnés sans l'ordre du capitaine, et l'absence de hiérarchie claire et de discipline militaire pendant la bataille se fit sentir. Le navire fut facilement réduit à merci par les trois navires néerlandais ; les Portugais se rendirent et comptèrent plus de cinquante morts et des dizaines de blessés. Seuls ceux qui nageaient avec des pierres précieuses autour du cou ou au-dessus de leur tête furent

Furber, *Rival Empires of Trade in the Orient, 1600-1800*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1976.



repêchés par les Néerlandais, pendant que les charpentiers et les marins nordiques récupéraient le navire qui coulait. Les Portugais rescapés furent débarqués à l'île de Fernando Po, où les artisans néerlandais construisirent un petit bateau pour leur permettre d'arriver au Brésil. Francesco Carletti, qui poursuivit son voyage jusqu'en Europe avec les Néerlandais, fait l'éloge de l'ordre, de la propreté et de la bonne organisation de leurs navires. L'achat de charges par des gens sans compétence pour les navires de la *Carreira da Índia* est dénoncé par Carletti, ainsi que la façon « barbare » dont les Portugais naviguaient, trop chargés pour pouvoir manœuvrer en cas de tempête ou de guerre <sup>27</sup>.

François Pyrard de Laval confirme la description de Carletti. Il parle de l'incompétence des bombardiers portugais, qui, pour la plupart, étaient des artisans (cordonniers ou tailleurs), ainsi que de l'inaptitude des capitaines, maîtres, contremaîtres ou marins, à qui l'on attribuait leurs postes en récompense de services rendus, en échange de faveurs ou par simple versement d'argent, sans le moindre souci d'enquêter sur leurs capacités. Seuls les pilotes étaient considérés compétents. Les soldats aussi étaient également tenus pour peu résistants et peu disposés au combat, puisqu'ils étaient fils de paysans et arrachés à leurs familles vers l'âge de 12 ans. Le manque d'organisation des navires est attribué à la concurrence entre les capitaines qui les commandaient et qui refusaient de naviguer de conserve pour être les premiers à arriver au port de Cochin et pouvoir ainsi procéder à un meilleur chargement. L'absence d'hygiène dans les navires portugais est aussi dénoncée par Pyrard de Laval ; elle était comparable, selon lui, à celle des navires espagnols, français et italiens, et contrastait avec la propreté des bâtiments anglais et néerlandais. La préparation des repas dans les navires portugais est un autre problème soulevé par l'auteur : dans une totale désorganisation chacun pourvoyait à sa propre pitance, ce qui nuisait aux blessés et aux malades, à l'opposé de la discipline qui régnait dans les navires anglais et néerlandais. La surcharge des navires et l'absence

<sup>27</sup> Francesco Carletti, *Voyage autour du monde (1594-1606)*, introduction et notes de Paolo Carile, traduction de Frédérique Verrier, Paris, Chandeigne, 1999, p. 267-284.

d'artisans compétents font aussi l'objet des descriptions de Pyrard de Laval, qui dénonce, en outre, la paresse des Portugais : « Car c'est la coutume des Portugais, lorsqu'ils sont en péril, de faire ainsi des vœux [promesses aux saints], mais ce qu'il y a de mauvais en cela, c'est qu'ils sont fort paresseux, et ne veulent s'aider et travailler à sauver leurs vies <sup>28</sup>. »

Jean Mocquet a écrit et publié son récit sur les Indes orientales à la même époque. Il a fait le voyage avec les Portugais dans les navires de la *Carreira da Índia* au début du XVII<sup>e</sup> siècle et il a connu, à Goa, Pyrard de Laval. Sa profession de botaniste et de pharmacien (il fut apothicaire du roi de France, responsable du cabinet des singularités aux Tuileries) ressort dans ce texte riche en références aux maladies et aux herbes inconnues d'Afrique et d'Asie qui pouvaient les guérir. Il procède à une description très détaillée de la vie à bord des navires, faisant état de toutes sortes de mésaventures et de maladies, description qui rivalise avec la série de récits connus sous le titre d'*Histoire tragico-maritime*, dont il reproduit d'ailleurs l'épisode central, de Sepúlveda, rescapé d'un naufrage et mort de faim avec femme et enfants, persécutés par les autochtones en Afrique du Sud. Il est particulièrement sensible à la cruauté des soldats et des marins portugais, non seulement en mer mais aussi dans les possessions européennes en Afrique et en Asie. Si les autres auteurs nous ont rapporté de nombreux écrits sur les dysfonctionnements de l'empire portugais, notamment en ce qui concerne l'organisation des navires, la dénonciation de Mocquet est beaucoup plus radicale, puisque son récit est rempli d'épisodes de lâcheté devant les concurrents néerlandais, de férocité contre leurs alliés en Asie et de tricherie entre Portugais. La rivalité entre capitaines, l'absence de discipline à bord, le vol systématique dont étaient victimes ceux qui, comme lui, n'avaient pas de protecteur (les deux vice-rois qu'il a servis dans la *Carreira* moururent soit dans le voyage d'aller soit dans celui de retour), les abus des officiers, le sac des villages, sont des éléments constants de son récit <sup>29</sup>.

<sup>28</sup> Pyrard de Laval, *Voyage aux Indes orientales (1601-1611)*, texte établi et annoté par Xavier de Castro, Paris, Chandeigne, 1998, t. II, p. 828. Les références à la mauvaise organisation des Portugais à cette époque peuvent être trouvées p. 691-721 et 777-805.

<sup>29</sup> Jean Mocquet, *Voyage à Mozambique et Goa (1607-1610)*, texte établi et annoté par Xavier de Castro et présenté par Dejanirah Couto, Paris, Chandeigne, 1996.

L'hégémonie de la marine portugaise dans l'océan Indien, établie au début du XVI<sup>e</sup> siècle grâce à la configuration des navires, à l'utilisation de l'artillerie à bord et à la présence d'un nombre important de soldats (des centaines) dans chacun des navires des différentes flottes de contrôle de la côte et de la mer, fut facilitée par le manque d'intérêt et de traditions dans ce domaine du côté des grands pouvoirs territoriaux asiatiques. Cette hégémonie portugaise fut troublée par la création d'une importante marine de guerre par le sultan du royaume d'Aceh dans les années 1560 et 1570, et définitivement battue en brèche au début du XVII<sup>e</sup> siècle lors de l'apparition dans l'océan Indien des flottes des compagnies néerlandaise et anglaise. Ces flottes utilisaient les nouvelles techniques de la révolution militaire navale en Europe, dont témoignent la défaite de l'Invincible Armada devant les côtes de l'Angleterre en 1588 et les victoires des Néerlandais contre la marine espagnole des années 1580 aux années 1630 (la supériorité étant évidente à partir de 1621). Il s'agissait d'abord de la dimension des navires de guerre, plus légers (environ 300 tonnes), ce qui les rendait plus maniables et plus rapides ; ensuite du contrôle du recul des canons avec des affûts à quatre roues (ce qui en permettait la recharge rapide) ; enfin de la standardisation des canons et des munitions<sup>30</sup>. La mobilité et la capacité de feu des navires néerlandais et anglais pendant les premières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle furent tellement supérieures à celles des navires portugais que ceux-ci furent battus dans la plupart des batailles navales engagées. Seules les forteresses résistèrent longtemps aux opérations de conquête, jusqu'à la reddition de Malacca en 1641, cela grâce à l'utilisation précoce, par les Portugais, des innovations européennes en matière d'architecture militaire.

L'innovation technique allait de pair avec la capacité d'attirer les investissements – cela concernait surtout la compagnie néerlandaise, la VOC, constituée en 1602, mais aussi l'*East India Company*, constituée en 1600 avec moins de capitaux –, ce qui permettait la mobilisation de flottes de

<sup>30</sup> Geoffrey Parker, *The Military Revolution. Military Innovation and the Rise of the West, 1500-1800*, 2<sup>e</sup> éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 80-114.

plus en plus importantes, l'accroissement de leur équipement (notamment en matière d'artillerie) et l'élargissement du recrutement militaire au fil des ans. En 1608, la VOC avait déjà 40 navires et 5 000 hommes en Asie, 20 navires et 400 hommes sur la côte de Guinée, 100 navires et 1 800 hommes dans les Indes occidentales<sup>31</sup>. Il faut souligner que la moyenne annuelle de navires portugais de la *Carreira da Índia* n'a jamais dépassé 7 unités entre les années 1530 et les années 1630 et qu'elle déclina à 4 unités jusqu'aux années 1660 et 2 jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>. Le tonnage des navires de la *Carreira da Índia* a très fortement augmenté (le triple des navires néerlandais au début du XVII<sup>e</sup> siècle), mais la capacité navale mobilisée de l'Europe – nous ne tenons pas compte des armées de l'*Estado da Índia* ni des navires consacrés au commerce interrégional – est beaucoup plus modeste que celle de la VOC, qui envoyait en Inde une moyenne annuelle de 12 navires dans les années 1610, moyenne qui augmenta constamment jusqu'à atteindre 26 navires dans les années 1660<sup>33</sup>.

La culture organisationnelle de la marine néerlandaise qui découlait de cette capacité économique et technologique – compétence des bombardiers, des soldats et des marins, hiérarchie dans les fonctions, discipline et hygiène à bord – contrastait avec les dysfonctionnements observés sur les navires portugais. La conjoncture où les trois voyageurs cités écrivaient n'était pas la plus favorable dans le contexte de l'empire portugais : l'émigration croissante vers le Brésil posait le problème de la mobilisation des ressources humaines vers l'Orient, même s'il existait une tradition de recrutement de main-d'œuvre locale. En outre, le Portugal était éloigné des régions d'Europe où les compagnies anglaise et néerlandaise recrutèrent des marins et des mercenaires. Par ailleurs, l'union de la couronne portugaise avec celle d'Espagne, imposée par Philippe II, tendait à séparer

<sup>31</sup> Charles R. Boxer, *op. cit.*, 1965, p. 77.

<sup>32</sup> Vitorino Magalhães Godinho, *Mito e mercadoria, utopia e prática de navegar*, Lisbonne, Difel, 1990, p. 338, 345.

<sup>33</sup> Charles R. Boxer, *op. cit.*, 1965, p. 314.

l'empire portugais de l'Atlantique (placé sous le contrôle direct de Madrid, en raison de l'intérêt stratégique d'une articulation des politiques entre les empires ibériques en Amérique pour faire face aux concurrences anglaise, française et néerlandaise) et l'empire portugais des Indes orientales, dont le contrôle était laissé à Lisbonne, sans qu'elle n'en ait pour autant les moyens nécessaires. Bref, le Portugal devenait de plus en plus périphérique en ce qui concernait les innovations militaires européennes, tendance que seule la guerre de restauration de l'indépendance contre l'Espagne (1640-1668) a permis de contrarier. La comparaison des cultures organisationnelles observées dans les navires nous révèle, en somme, un problème beaucoup plus vaste<sup>34</sup>.

### III

La vénalité des offices constitue le troisième volet de cet essai. En effet, il s'agit de la différence majeure entre l'empire portugais et l'empire espagnol. Dans le cas espagnol nous observons, depuis la période d'organisation de l'empire, des pratiques régulières de vente des charges, surtout au niveau des municipalités, comprenant *alcaldes* et postes inférieurs, ainsi qu'aux différents niveaux de l'administration de la Couronne<sup>35</sup>. Dans le cas portugais a été identifiée une pratique diffuse et discrète de vente de charges par la Couronne<sup>36</sup>, mais ce n'est qu'en 1614 que l'on peut trouver

<sup>34</sup> Pour une comparaison plus large des empires, voir mon chapitre « Competição entre impérios europeus », in Francisco Bethencourt et Kirti Chaudhuri (éd.), *op. cit.*, 1998-1999, vol. 2, p. 361-382.

<sup>35</sup> Francisco Tomás y Valiente, *La venta de oficios en Indias*, Madrid, Instituto Nacional de Administración Pública, 1982 ; Tamar Herzog, *La administración como fenómeno social : la justicia penal en la ciudad de Quito, 1650-1750*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1995.

<sup>36</sup> Fernanda Olival, « Mercado de hábitos e serviços em Portugal (séculos XVII-XVIII) », *Análise Social*, xxxviii, 168, 2003, p. 743-769. D'autres études sont disponibles : Francisco Ribeiro da Silva, « Venalidade e hereditariedade dos ofícios públicos em Portugal nos séculos XVI e XVII. Alguns aspectos », *Revista de História* (Porto), viii, 1988, p. 203-213 ; Rui Alberto Manupella Tereno, « Venalidade e hereditariedade dos ofícios no reinado de D. João V », *Revista da Faculdade de Direito de Lisboa*, xxv, 1984, p. 363-390. À mon avis, il faudrait distinguer la vente massive et régulière de charges de la vente diffuse et discrète, non systématique, pratiquée par la Couronne. De même, nous ne pouvons pas confondre la vénalité avec la patrimonialisation des charges.

une vente massive de charges en Inde, lancée sur le marché en même temps que la vente des voyages en Orient soumise aux privilèges royaux. Dans cette vente aux enchères la Couronne a vendu pratiquement tous les postes de capitaines de forteresses (vingt-deux), quelques postes de juges de douanes (quatre) et une série de postes de facteurs (treize). L'analyse de cette vente nous permet de constater l'écart entre l'importance statutaire et les possibilités d'enrichissement de chaque poste : le poste de capitaine d'Ormuz a été vendu 43,5 millions de *réis*, alors que le poste de capitaine de Goa n'a pas dépassé les 3,2 millions de *réis* ; plusieurs postes de juge ou de facteur ont été vendus à un prix plus élevé que le poste de capitaine de Goa, par exemple le poste de juge de la douane de Goa (7,1 millions de *réis*) et le poste de facteur d'Ormuz (3,5 millions de *réis*). Le total de la vente a atteint 627 000 *xerafins*, soit 188 millions de *réis*, la moitié du budget annuel de l'*Estado da Índia* de l'époque. La vente des privilèges de voyages est également significative. Le voyage Goa-Malacca-Japon a obtenu le prix le plus élevé, soit 4,8 millions de *réis*, suivi par le voyage Goa-Mozambique, 2,8 millions de *réis*, et par le voyage São Tomé de Meliapor-Malacca, 1,2 millions de *réis*. Les recettes globales obtenues par cette vente ont atteint 27,5 millions de *réis*<sup>37</sup>. Mais ce qui est important, c'est le caractère pionnier de la vente des charges – la vente de voyages par la Couronne était davantage pratiquée, même si nous ne trouvons pas de ventes globales aux enchères comparables à celle-ci. Quoi qu'il en soit, cette vente des charges a ouvert la voie à d'autres opérations similaires : il existe une indication sur les postes de l'*Estado da Índia* encore disponibles en 1629, et un rapport sur le résultat d'une nouvelle vente massive en 1639<sup>38</sup>. En ce qui concerne le Brésil, nous n'avons pas encore trouvé d'in-

<sup>37</sup> Panduronga Pissurlencar (éd.), *Assentos do Conselho de Estado*, vol. III, Goa, Tipografia Rangel, 1955, p. 250-255.

<sup>38</sup> Maria Manuela Sobral Blanco, *Relação de todo o dinheiro que se fez na venda dos cargos e fortalezas que se vendirão por ordem de Sua Magestade neste Estado da Índia (1639) feita por Gregório de Pina – documento inédito com um estudo histórico*, mémoire complémentaire de doctorat, Lisbonne, Faculdade de Letras, 1992.

dications précises sur la vente de charges, bien que la patrimonialisation de certains postes soit connue. Le caractère électif des municipalités portugaises, contrairement à ce qui se passait dans l'Amérique espagnole, s'est maintenu dans toutes les régions de l'empire portugais jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le nombre réduit de ventes massives des charges dans le cadre portugais ne signifie pas l'inexistence d'un marché des charges. La règle était l'attribution des postes comme forme de rémunération des services du titulaire ou de ses ancêtres. Les postes pouvaient être attribués à vie et devenir la propriété du titulaire. Dans ce cas, les titulaires pouvaient les vendre ou les échanger, sous condition d'obtenir l'autorisation du roi. La distinction face au modèle espagnol est évidente, puisque le rapport de fidélité des sujets (ou vassaux) au roi était totalement différent selon qu'il s'agissait d'un poste acheté sur le marché ou qu'ils avaient obtenu le poste en tant que rémunération de services. La vente massive de 1614, reprise apparemment en 1629 et en 1639, est liée à la période d'unification des couronnes péninsulaires qui aurait pu changer la culture organisationnelle de l'empire. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas d'informations concernant d'autres ventes, ce qui nous permet d'envisager deux hypothèses : l'absence de capitaux disponibles pour structurer un marché de vente permanente de charges, ou une culture organisationnelle contraire à cette pratique systématique. Nous penchons pour la seconde hypothèse, puisque le fait que les charges aient été l'objet de transactions régulières entre particuliers avec l'accord du roi montre que le système de vente aux enchères aurait pu fonctionner. La polémique à propos de la vénalité des charges pratiquée sous les Habsbourg, déclenchée à la suite de la restauration de l'indépendance du royaume en 1640, montre le poids (et le sens) de l'opinion des élites. En effet, il existe des indices certains d'une large patrimonialisation des charges – moins répandue qu'en Espagne au niveau supérieur de l'administration –, soit au Portugal, soit dans l'empire, avec un mouvement constant d'achats et d'échanges entre particuliers, portés à la connaissance du roi, ou recueillant même son assentiment. La pratique de louer le poste (bail) et d'en partager le revenu existait aussi. Mais dans

l'état actuel de la recherche nous n'avons pas d'informations sur des ventes régulières massives de charges lancées par le roi sur le marché, à l'exception de l'*Estado da Índia*. La Couronne préférait maintenir une pratique discrète de vente et, surtout, un système de concession de privilèges de postes qui pourraient ensuite faire l'objet de transactions entre particuliers<sup>39</sup>. Il s'agit, à mon avis, d'un trait distinctif de l'empire portugais – la récompense de services – qui s'est répandu à tous les niveaux de l'administration de la Couronne et a défini la règle matricielle de fonctionnement de l'empire. La logique était évidente : assurer la fidélité des sujets, non seulement des vassaux du roi, mais aussi des clients des maisons seigneuriales qui bénéficiaient des profits de l'entreprise impériale. En effet, les gouverneurs négociaient avec le roi la possibilité de distribuer des postes (et aussi des bénéfices d'ordres militaires) à leur clientèle.

Francisco Tomás y Valiente considère sans importance, du point de vue politique et administratif, l'aliénation d'une charge par la Couronne comme un don ou comme une vente, la différence n'étant à ses yeux significative que du point de vue fiscal. Dans cette perspective, le point intéressant est le phénomène de la privatisation du mécanisme administratif par le biais duquel s'exerçaient le pouvoir et le gouvernement, en raison du caractère unique du régime juridique des formes de transactions privées de la charge en question<sup>40</sup>. Je me permets de ne pas être d'accord avec cette position, exacte du point de vue juridique, mais qui ne tient pas compte des conséquences politiques et sociales de la vente directe des charges par la Couronne. À mon avis, les réseaux de clientèle fondés sur la

<sup>39</sup> Voir mon analyse du problème de la vénalité des charges in Francisco Bethencourt et Kirti Chaudhuri (éd.), *op. cit.*, 1998-1999, vol. 2, p. 302-303, et vol. 3, p. 246-249, que je reprends ici d'une façon plus nuancée.

<sup>40</sup> Francisco Tomás y Valiente, *La venta de oficios en Indias, 1492-1606*, Madrid, Instituto Nacional de Administración Pública, 1982, p. 55. Pour une actualisation de cette approche, voir Teresa Nava Rodríguez et Gloria Franco Rubio, « Vénalité et *figuras* dans l'administration espagnole au XVIII<sup>e</sup> siècle », in Robert Descimon, Jean-Frédéric Schaub et Bernard Vincent (éd.), *Les figures de l'administrateur. Institutions, réseaux, pouvoirs, en Espagne, en France et au Portugal, 16<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècle*, Paris, EHESS, 1997, p. 95-105.

récompense de services et la réciprocité protection/fidélité personnelle subissent une rupture évidente avec la vénalité des charges, puisque celui qui achète son poste n'est plus « obligé » par la générosité du don du roi. Il convient ici de rappeler, dans le cadre des formes de traitement, l'importance capitale du mot *obrigado* [littéralement : « obligé »], formule unique de remerciement en portugais. La vénalité des charges introduit une autre logique de fonctionnement, plus détachée et moins dépendante des formes de clientélisme politique traditionnelles (paternalistes), même si le respect de la hiérarchie, l'étiquette professionnelle et les formes de comportement ne présentent pas de changements significatifs.

Il faut, cependant, replacer la spécificité du modèle portugais dans le cadre européen pour mieux la comprendre. En effet, la vénalité des charges s'est répandue en Europe pendant l'Ancien Régime, surtout en France, mais aussi en Espagne et en Italie <sup>41</sup>. Pour Roland Mousnier et Federico Chabod, la vénalité des charges est interprétée comme un processus de transformation de l'administration publique dans un corps indépendant de la noblesse, et résulte de l'arrivée de bourgeois qui possédaient les ressources et les connaissances nécessaires pour acheter les postes et leur imprimer un nouveau contenu, au niveau même des règles de fonctionnement. Cette conception « progressive » de la monarchie absolutiste, promue par la classe bourgeoise qui s'approprie l'administration publique et qui garantit sa modernisation, est bâtie exclusivement sur des exemples de l'Europe du Sud et de la France, exemples étudiés de façon peu systématique. Il s'agit d'une conception désuète, fondée sur les présupposés d'une dynamique sociale dépassée qui ne résistent pas à une comparaison élargie aux autres États européens <sup>42</sup>. Werner Sombart avait du reste déjà

<sup>41</sup> Voir Roland Mousnier, *La vénalité des charges sous Henri IV et Louis XIII*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 1971 ; Federico Chabod, *Scritti sul Rinascimento*, Turin, Einaudi, 1974, p. 605-623 ; José Antonio Maravall, *Estado moderno y mentalidad social, siglos XV-XVII*, 2<sup>e</sup> éd., Madrid, Alianza Editorial, 1986, vol. 2, p. 481-487.

<sup>42</sup> K. W. Swart, *Sale of Offices in the Seventeenth Century*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1949 ; Hans Rosenberg, *Bureaucracy, Aristocracy and Autocracy. The Prussian Experience, 1660-1815*, Cambridge Mas., Harvard University Press, 1958.

présenté une interprétation opposée, selon laquelle la vente de charges pratiquée en France aurait étouffé l'esprit d'entreprise, contribuant au retard du développement capitaliste <sup>43</sup> – dont la caractérisation relève aussi de la vision figée de l'époque. Cette remarque avait permis à Maravall de soulever des doutes sur le caractère « progressif » de la vénalité des charges.

Même si l'« archaïsme » de la résistance portugaise à la vente des charges peut être discuté en fonction de ce débat historiographique, il vaut mieux comprendre les raisons profondes du refus de la couronne portugaise de répondre aux problèmes graves de déficit budgétaire par la vente régulière et massive de charges – sauf en Inde pendant la période de la Monarchie catholique. On pourrait argumenter sur l'absence de charges disponibles, résultat de la diffusion élargie de la concession de postes par le roi comme récompense de services. Mais il y a de nombreux exemples en France et en Espagne de ventes de charges déjà patrimonialisées par le Trésor public, où les propriétaires en titre ont été écartés ou indemnisés pour que la transaction puisse aboutir. La patrimonialisation des charges par le biais des dons [*mercês*] du roi a fonctionné comme une phase préalable à la création d'un marché qui encouragea, dans les pays concernés, le Trésor public à réaliser la vente directe. Du reste, la vente massive décidée par le roi, en 1614 et en 1639, de postes et de voyages dans le cadre de l'*Estado da Índia* a été un succès, même si la plus grande partie des bénéfices était déjà compromise. Ainsi, le fait que de telles ventes n'aient pas été reprises découle d'un changement de volonté politique. Une autre explication pourrait être basée sur la faiblesse du marché de capitaux au Portugal au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, justifiant l'absence de demandes de charges éventuellement mises en vente. Mais, à nouveau, les succès des ventes mentionnées contrarie cet argument, ainsi que la forte mobilisation de capitaux pour d'autres « entreprises », notamment la guerre contre l'Espagne en 1640-1668, la création de la Compagnie du Brésil en 1649 ou des compagnies de commerce au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une troisième

<sup>43</sup> Werner Sombart, *Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, traduction de l'allemand, rééd., Paris, Payot, 1966, p. 268-269.

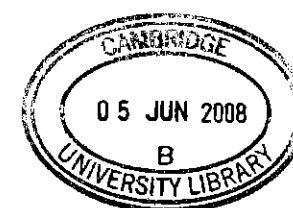
explication pourrait être l'absence de charges rentables, dans le royaume ou dans l'empire, mais la richesse de l'*Estado da Índia* au XVI<sup>e</sup> siècle (jusqu'aux années 1620) et la richesse de l'*Estado do Brasil* au XVIII<sup>e</sup> siècle invalident là encore cette hypothèse. L'or et les pierres précieuses, en circulation dans les nouvelles capitaineries du Minas Gerais, du Goiás et du Mato Grosso, auraient rendu les postes politiques et administratifs très attractifs, surtout dans le cadre des constantes difficultés financières de la Couronne.

Nous devons reconnaître que la couronne portugaise a choisi consciemment (ou a été contrainte de choisir) de renoncer à une importante source de financement – la vente massive de charges –, utilisée par les pays voisins et par l'empire castillan d'Amérique. Cette option ne peut être expliquée que par l'opposition systématique des principaux groupes de pouvoir, obéissant à une logique corporative de protection de leur statut et des mécanismes consacrés d'accès et de rénovation des élites. Dans cette perspective, la vente systématique de charges par la Couronne aurait conduit à une ouverture du marché des postes politiques et administratifs aux groupes sociaux exclus, dont les formes de cooptation étaient limitées aux formes traditionnelles de promotion individuelle et familiale. La protection des droits acquis par les familles qui contrôlaient l'accès à certaines charges découle justement de ce système qui a su maintenir une surprenante cohésion au cours des siècles. Mais il existe un autre élément à prendre en compte : le style paternaliste d'exercice du pouvoir. En effet, les rois et les principaux agents politiques et administratifs, surtout les gouverneurs de l'Inde et du Brésil, fondaient leur autorité, dans une large mesure, sur la justice redistributive, par le biais de la concession de dons [*mercês*], la nomination de postes, l'attribution de privilèges [*hábitos*] des ordres militaires, la concession de terres. La logique profonde du système était celle de la récompense des services. Les différentes régions de l'empire jouaient un rôle majeur dans cette logique, puisqu'elles multipliaient les possibilités de postes (ou de privilèges)

rentables. C'est justement la perpétuation de ce système qui définit la monarchie corporative <sup>44</sup> portugaise, dont le mécanisme clientéliste de nomination des postes politiques et administratifs, correspondant à la structure seigneuriale des bénéfices et des dons [*mercês*], ne connaît une première rupture qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous le gouvernement de Pombal <sup>45</sup>. Cette monarchie corporative fonctionnait justement comme une nébuleuse de pouvoirs concurrents et enchevêtrés, producteurs d'anomies mais bâtis sur des rapports de reconnaissance et de fidélité, essentiels au maintien de la position tutélaire, même à distance, de la Couronne.

<sup>44</sup> Cette notion a été développée par José Antonio Maravall, *Estudios de historia del pensamiento español*, 3<sup>e</sup> éd., Madrid, Ediciones Cultura Hispánica, 1983, p. 124-126.

<sup>45</sup> José Mattoso (éd.), *História de Portugal*, vol. IV, *O Antigo Regime, 1620-1807* (éd. António Manuel Hespanha), Lisbonne, Círculo de Leitores, 1993, p. 225, 236-238.





FUNDAÇÃO  
CALOUSTE  
GULBENKIAN

ISBN : 978-2-7068-1848-6  
Maisonneuve & Larose, 2007  
15, rue Victor Cousin  
75005 PARIS  
servedit1@wanadoo.fr

Centre culturel Calouste Gulbenkian  
51, avenue d'Iéna  
75116 PARIS

© Maisonneuve & Larose / Centre culturel Calouste Gulbenkian, Paris, 2007.

585.95.c.200.22

FRANCISCO BETHENCOURT et LUIZ FELIPE DE ALENCASTRO  
(sous la direction de)

L'Empire portugais  
face aux autres Empires  
XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle



MAISONNEUVE & LAROSE / CENTRE CULTUREL CALOUSTE GULBENKIAN